DANGER 5G

Du xx/xx/2019 au xx/xx/2020.

SOMMAIRE

1) **06/02/2020 : 5G: « On nous ment sur les conséquences » 2**
2) **08/02/2020 : Chars mouchards – des autos qui surveillent et révèlent tout sur vous et qui peuvent donner le cancer !..... 5**
3) **12/02/2020 : La 5g millimétrique fait suer les ingénieurs 10**
4) **13/02/2020 : Avec la 5G : le déploiement d'abord, l'évaluation des risques sanitaires ensuite 11**
5) **17/02/2020 : Téléphonie mobile : la Suisse freine le déploiement de la 5G 14**
6) **25/02/2020 : La 5G se déploie alors que ses effets sur la santé ne sont pas évalués 15**

Il y a un manque de données scientifiques sur les effets de la 5G..... 19

« La recherche doit être financée par le secteur public » 20

Les associations lancent un recours en justice..... 20

« On continue cette fuite en avant vers toujours plus d'ondes dans notre environnement »..... 21

1) 06/02/2020 : 5G: « On nous ment sur les conséquences »

ASSOCIATION ACTION CITOYENNE ENVIRONNEMENTALE (ACE) HENDAYE

Publié jeudi 6 février 2020 à 08:47

Christian Rappaz Ingénieur EPFL en génie électrique et spécialiste de l'électrosmog, Olivier Bodenmann est l'un des initiateurs du mouvement Stop 5G. Il explique pourquoi la résistance à la cinquième génération des standards de la téléphonie mobile ne faiblit pas.

© ALAIN WICHT / LA LIBERTÉ

- Les opérateurs, l'économie et une partie du monde politique présentent la 5G comme une avancée majeure pour la Suisse. N'êtes-vous pas en train de freiner ce développement ?

- Olivier Bodenmann: On se précipite sur la 5G sans avoir réfléchi aux conséquences. Ou, plus grave encore, on y a réfléchi et on a décidé d'y aller malgré tout, sans égard pour les personnes, ni pour l'environnement. D'un côté, on fait des efforts pour diminuer notre empreinte carbone, on compte même sur la 5G pour cela. De l'autre, on va induire une pollution effarante avec une centaine de milliards d'objets connectés à construire puis à recycler, on ne sait pas encore comment. Sans compter d'innombrables data centers ultra-gourmands en énergie. C'est une démarche totalement schizophrène.

- Les opérateurs vous accusent d'entraver le progrès…

- Il ne s'agit pas d'aller à contre-courant mais d'être réaliste, d'aller dans le sens du respect de l'humain et de la planète. On veut imposer une nouvelle technologie sans tenir compte du principe de précaution. Cela relève à mon sens de l'inconscience pure et constitue une violation flagrante du droit international. C'est de l'expérimentation humaine sur des humains non consentants. De plus, on prétend que la 5G est indispensable pour la numérisation, mais c'est faux. L'argument selon lequel il faut anticiper la saturation du réseau mobile à cause de l'augmentation continue de la consommation de données ne tient pas non plus. Le nombre de smartphones a cessé d'augmenter et ceux-ci sont déjà utilisés presque au

maximum. Il existe des solutions pour déployer une telle technologie de manière respectueuse, moins invasive, mais on préfère les ignorer pour des raisons financières et d'agenda.

- Il y a tout de même des perspectives intéressantes, notamment sur le plan médical et économique…
- On entend en effet que la 5G est capitale pour beaucoup d'applications. Télétravail, télémédecine, communication machine-machine, gestion de l'énergie... Mais ce sont des applications fixes et non mobiles. Elles sont très performantes sans 5G, avec la fibre optique. Le déploiement de cette dernière par Swisscom couvre le 90% de notre territoire.

- Vos mots sont très forts…
- Ils sont à la mesure de la gravité de ce qui est en train de se passer. La 5G, c'est construire des autoroutes à dix pistes en faisant croire aux riverains qu'elles n'occasionneront pas plus de désagréments qu'une route cantonale. Il est nécessaire de mettre des garde-fous. Car le poids des effets négatifs est beaucoup plus grand que les avantages tant vantés par l'industrie des télécoms. Il est temps de dire stop à cette folie irraisonnée du « toujours plus »!

- Lors du récent Consumer Electronics Show, à Las Vegas, il s'est pourtant dit que les équipements 5G consommeront 10% de l'énergie de leurs équivalents 4G…

- Selon l'IEEE (Institute of Electrical and Electronics Engineers), je cite : «Une station de base 5G devrait généralement consommer environ trois fois plus d'énergie qu'une station de base 4G. Et il faut davantage de stations de base 5G pour couvrir la même zone. » Quant au cloud, il est déjà le cinquième dévoreur de ressources énergétiques de la planète.

ALAIN WICHT / LA LIBERTÉ Olivier Bodenmann, ingénieur en génie électrique, membre du collectif «Stop 5G».

- A vous entendre, on s'étonne que Greta Thunberg et les activistes pro-climat n'évoquent jamais la 5G…
- Je m'étonne également. A Lausanne, nous étions pourtant à quelques mètres de Greta avec une grande banderole « Stop 5G». Mais rendez-vous est pris avec les activistes locaux pour en parler.

- L'Office fédéral de l'environnement a rendu ses conclusions fin novembre à propos de la 5G. Qu'en pensez-vous ?
- Elles ne contiennent aucune prise de position quant à la façon de déployer la 5G de manière sécurisée. Cinq options ont été listées, du statu quo jusqu'à celle émanant de la ComCom ou des opérateurs, qui requiert une augmentation des puissances des antennes jusqu'à un facteur 16. Si elle était choisie, cette dernière option autoriserait des émissions

jusqu'à 20 volts par mètre au lieu de 6 actuellement. Mais quelle que soit l'option, le problème est totalement biaisé.

- C'est-à-dire?
- Tout repose sur la façon dont les émissions seront calculées. Au lieu de prendre en compte les valeurs maximales, on fera une moyenne sur 24 heures, réduite d'un facteur 2,5 pour tenir compte du fait que l'antenne n'émet pas toujours à pleine puissance. Cela permettra de prétendre que l'on respecte les valeurs limites alors qu'elles seront très largement dépassées par moments, comme le montre notre diagramme. C'est comme si on limitait la vitesse moyenne sur une autoroute mais pas la vitesse maximale. On pourrait ainsi circuler à 300 km/h du moment qu'on ne dépasse pas 120 km/h en vitesse moyenne.

- Malgré un moratoire de plusieurs cantons, les opérateurs annoncent une couverture du territoire de 90%. Comment est-ce possible ?
- Dans les cantons sous moratoire, les opérateurs ne peuvent plus construire de nouveaux mâts, mais ils peuvent bénéficier des permis de construire déjà alloués. Ils peuvent aussi modifier des antennes existantes, y compris y ajouter des antennes 5G et opérer des mises à jour logicielles à distance qui permettent de transformer en un clin d'œil une antenne 3G en 5G, dite de base. Malgré cela, la prétendue couverture sur 90% du territoire n'est pour l'instant pas de la vraie 5G.

- Le politique a-t-il réellement une emprise sur un sujet si global et qui semble si lucratif pour l'économie ? Et ce, d'autant plus que les licences ont déjà été attribuées ?
- En effet, on a mis la charrue avant les bœufs en vendant les licences avant de se préoccuper des problèmes. Néanmoins, des mesures politiques pourraient s'avérer pertinentes pour éviter une possible catastrophe sanitaire. En imposant par exemple des valeurs limites plus basses, comme le demande la résolution 1815 du Conseil de l'Europe : 0,2 volt par mètre. En obligeant à séparer les réseaux intérieurs et extérieurs, ce qui permettrait de réduire énormément l'irradiation des appareils mobiles en intérieur. La situation actuelle est absurde. En se connectant sur de puissantes antennes extérieures, c'est comme si on voulait éclairer son appartement avec la lumière des lampadaires de la rue.

>> Retrouvez les articles de notre dossier consacré à la 5G:
- Le sondage: «Les Romands ne veulent pas de la 5G»
- «5G, une mère courage interpelle Federer»
- «Avec la 5G, nous nous sentons comme des cobayes»

Source : https://www.illustre.ch/magazine/5g-on-ment-consequences?utm_source=Newsletter+L%27illustr%C3%A9&utm_campaign=37ca9baa1a-NEWSLETTER_ACTU&utm_medium=email&utm_term=0_2df58ceca6-37ca9baa1a-118485633

2) 08/02/2020 : Chars mouchards – des autos qui surveillent et révèlent tout sur vous et qui peuvent donner le cancer !

ASSOCIATION ACTION CITOYENNE ENVIRONNEMENTALE (ACE) HENDAYE

8 février 2020

Votre véhicule intelligent enregistre chacun de vos mouvements

Des rapports récents indiquent que les données recueillies par les constructeurs automobiles et les entreprises technologiques pourraient être le prochain front dans la bataille pour la confidentialité numérique. Début janvier, les entreprises présentes au CES 2020 ont présenté leur projet d'utiliser les quantités surprenantes de données collectées par les nouveaux modèles de véhicules. Amazon, Intel, Qualcomm et Blackberry faisaient partie des entreprises à la recherche de partenariats avec des constructeurs automobiles qui recherchent également des méthodes pour monétiser les données collectées par leurs véhicules. **Bloomberg rapporte** que « les voitures modernes sortent de l'usine remplies de connexions cellulaires, de processeurs puissants et d'une suite croissante de capteurs, notamment des caméras, des radars et des microphones. Cela les transforme en la prochaine mine d'or d'informations, rivalisant avec les capacités de création de données des smartphones. »

(…) Alors que l'incitation financière pour les données automobiles augmente, de plus en plus d'entreprises chercheront à pénétrer ce marché émergent. Cependant, il existe déjà de graves problèmes de confidentialité liés aux données collectées par les véhicules. En décembre 2019, le Washington Post a enquêté sur la quantité d'informations collectées par un seul ordinateur dans une Chevy Volt 2017. Le Post écrit: *« En 2020, la plupart des voitures neuves vendues aux États-Unis seront équipées de connexions Internet intégrées, y compris 100% des Ford, GM et BMW et tous les modèles Toyota et Volkswagen sauf un. (Ce service cellulaire indépendant est souvent inclus gratuitement ou vendu en tant qu'option.) Les voitures deviennent des smartphones sur roues, envoyant et recevant les données des*

applications, aux compagnies d'assurance et à peu près partout où leurs fabricants le souhaitent. Certaines marques se réservent même le droit d'utiliser les données pour vous retrouver si vous ne payez pas vos factures. »

(…) Sans surprise, le Post note qu'avec le futur réseau cellulaire 5G qui promet de relier les voitures à Internet, les connexions sans fil seront moins chères, les données plus précieuses et *« tout ce que la voiture sait de vous deviendra disponible »*. La collecte de données par les véhicules intelligents n'est qu'une des nombreuses préoccupations en matière de confidentialité liées au futur réseau intelligent 5G où les villes, les véhicules, les téléphones, les lampadaires et les vêtements seront équipés de capteurs dans le cadre de l'Internet des objets. Il est important de se renseigner sur les menaces posées par ces « dispositifs intelligents » en émergence. Ce n'est qu'en luttant activement pour la défense de la vie privée et en la défendant que nous pouvons espérer en conserver un semblant.

- Tiré et traduit de **Your Smart Vehicle is Recording Your Every Move**

Voir aussi...

Electric Cars & EMF Radiation: Could Your Tesla Be Bad for You?

TRADUCTION : Bien que n'émettant pas de monoxyde de carbone ou d'autres polluants nauséabonds, les voitures électriques de haute technologie émettent à la place de grandes quantités d'un polluant invisible: le rayonnement du champ électromagnétique ou le rayonnement CEM. Le rayonnement CEM est une forme d'énergie libérée par tout élément technologique doté d'une prise ou d'une batterie qui utilise un courant électrique pour fonctionner. La science a prouvé qu'une exposition prolongée à ces émissions a des effets néfastes sur la santé.

(...) Risques des rayonnements des CEM des voitures électriques

Vous ne pouvez pas voir les rayonnements des CEM émis par les appareils électroniques, mais les répercussions à des doses intenses ou longues incluent des dommages cellulaires, la fragmentation de l'ADN, des problèmes de fertilité et des effets neurologiques qui peuvent entraîner des troubles de la santé et des problèmes de comportement. ... Plus vous êtes proche de l'émetteur ou de la batterie d'un appareil électronique, plus vous êtes exposé à ces rayonnements et plus vous risquez de développer des effets néfastes sur la santé. Avec les voitures électriques, une grosse batterie est utilisée en permanence à une très courte distance de votre corps, avec des circuits électroniques tout autour de vous. Cela signifie que vous êtes exposé à une quantité accrue des rayonnements d'extrêmement basses fréquences (EBF).

(...) Le Dr Joel Moskowitz, directeur du Center for Family and Community Health de l'Université de Californie à Berkeley, a indiqué que les voitures hybrides et électriques peuvent être cancérigènes car elles émettent des niveaux accrus d'EBF. De récentes études épidémiologiques ont relié les EBF à un risque plus élevé de développer certains types de cancer, de dépression et de fausses couches, et de nombreuses études montrent que cette exposition peut avoir des bioeffets directs in vivo et in vitro. Les EBF peuvent augmenter le stress oxydatif, qui peut endommager l'ADN, impliquer une peroxydation lipidique et provoquer d'autres perturbations dans l'organisme.

(...) Mis à part les dangers pour la santé d'avoir une batterie émettrice d'EBF pour alimenter votre moteur de voiture électrique, il existe de nombreuses autres sources de rayonnements des CEM dans tous les types de voitures que vous devez garder à l'esprit. Il s'agit notamment des connexions Bluetooth, des démarrages par bouton-poussoir, des alarmes de voiture et

des commandes du tableau de bord. Le cadre de la voiture elle-même peut créer un environnement qui augmente également votre exposition aux rayonnements électromagnétiques. Alors que la technologie dans les voitures continue de progresser, les dangers des radiations augmentent également, en particulier avec la 5G et les voitures autonomes que l'on nous annonce.

Selon une étude récente de la Scripps Clinic and Research Foundation à La Jolla, en Californie, les niveaux élevés de CEM provenant des automobiles auraient provoqué une somnolence des conducteurs au volant. La somnolence excessive causée par l'exposition aux CEM est l'un des symptômes les plus dangereux associés aux automobiles. Dans cette étude, les conducteurs exposés à des niveaux élevés de rayonnement automobile se sont endormis 52 minutes plus rapidement que les conducteurs qui n'ont pas été exposés à des niveaux aussi élevés. En plus de la somnolence, les rayonnements électromagnétiques à court terme émis par les voitures pendant la conduite contribuent aux maux de tête, à la sécheresse oculaire et à la vision floue, à la raideur de la nuque et à l'irritabilité, tandis que les rayonnements CEM émis par les voitures entraîneraient à long terme un risque accru de divers cancers d'organes, en particulier pour les propriétaires de voitures électriques en raison du niveau élevé de CEM sous leurs sièges.

Voir aussi...

'Smart' motorways: The human price of 'smart' motorways

38 morts depuis 2015 sur des autoroutes "intelligentes" en Angleterre

The Effects of EMF with Professor Martin L. Pall

An interview with Prof. Martin L. Pall during his visit to Finland about the effects of EMF and 5G.

Hybrid & Electric Cars: Electromagnetic Radiation Risks

Les voitures hybrides et électriques peuvent être cancérigènes car elles émettent des champs électromagnétiques (EMF) à très basse fréquence (ELF). Des études récentes sur les CEM émises par ces automobiles ont affirmé soit qu'elles présentent un risque de cancer pour les occupants des véhicules, soit qu'elles sont sûres. Malheureusement, une grande partie de la recherche menée sur cette question a été financée par des entreprises ayant des intérêts particuliers d'un côté ou de l'autre de la question, ce qui rend difficile de savoir quelles études sont fiables.

Will Driverless Cars Cause DNA Damage and Cancer?

TRADUCTION : « Les informations sur l'impact sur la santé décrivent l'épaisse soupe de micro-ondes dans laquelle nous serons cuisinés, que nous soyons à l'intérieur d'un véhicule sans conducteur, à proximité, voire à des centaines de mètres. Si le coût du DAS et de la technologie sans conducteur inclut davantage de cancers, de maladies cardiaques, de diabète et de dizaines d'autres maladies, cette technologie nous sera-t-elle réellement bénéfique ? Si ces technologies endommagent les lentilles et la rétine des yeux, provoquent le glaucome pouvant mener à la cécité, alors en avons-nous besoin ? En avons-nous besoin si le prix inclut les dommages causés à l'ADN et au sperme ? Serons-nous tous plus en sécurité si cette technologie à base de micro-ondes conduit à la stérilité et à la mort de bébés ? Voulons-nous que nos habitudes de conduite, y compris partout où nous voyageons, soient enregistrées par

l'industrie automobile et ses fournisseurs de services ? Les voitures équipées de DAS et les voitures sans conducteur valent-elles vraiment la destruction potentielle de notre santé et la perte de notre vie privée ? » *Cet article comprend des références à l'appui de chacun des impacts cités sur la santé.*

Aux États-Unis, la National Highway Traffic Safety Association fait pression pour que davantage de dispositifs de communication sans fil soient installés dans les voitures neuves et l'industrie automobile souhaite autant de flexibilité que possible pour installer ces choses sous prétexte de rendre la conduite plus sûre. Une américaine a déclaré qu'un nouveau modèle Ford 2019 qui la rendait terriblement malade transmettait des données à Ford toutes les deux minutes à une puissance de plus de 4000 microwatts ... Heureusement, son mécanicien a pu trouver comment désactiver les appareils sans fil de la voiture et à éliminer les radiofréquences émises. Mais ce n'est pas toujours le cas. Il est difficile (peut-être impossible) d'obtenir une nouvelle voiture qui ne soit pas équipée de toutes sortes de dispositifs sans fil et beaucoup sont très difficiles, voire impossibles à désactiver.

Un groupe de discussion américain a déclaré qu'une nouvelle réglementation en cours d'examen permettrait aux émetteurs d'envoyer des signaux jusqu'à 10 fois par seconde. Il y a beaucoup de commentaires préoccupants sur ce **site fédéral américain** qui résume comme suit la réglementation projetée :

« Cette réglementation exigerait que tous les véhicules légers soient capables de communiquer en V2V en utilisant des dispositifs de communication radio à courte portée dédiés (DSRC), qui diffuseraient des messages sur la vitesse, la direction, l'état des freins et d'autres informations d'un véhicule à d'autres véhicules et recevraient les mêmes informations via les messages de ces derniers, avec une portée étendue et des capacités de visibilité directe. »

NOTE: Malgré 491 commentaires de citoyens largement opposés à cette réglementation versus un poignée de commentaires d'organismes en faveur (dont étonnamment l'Association internationale des chefs de pompiers qui espèrent que la communications de véhicule à véhicule (V2V) aident à réduire la mortalité sur les routes selon ce qui est décrit **ICI** (ce qui ne serait théoriquement possible que s'il y avait uniquement des véhicules autonomes, sans conducteurs humains, sur les routes, ce qui n'arrivera sans doute jamais), la National Highway Traffic Safety Administration l'a semble-t-il adoptée. À noter aussi que le commentaire d'opposition du Dr. Martin Pall a été rejeté.

Pour comprendre ce que cela signifie, le commentaire suivant (extrait traduit) datant de 2017 et disponible **ICI**, offre des points de vue fort utiles...

La règle proposée devrait être opposée pour les raisons suivantes :

Autorité : la NHTSA outrepasse son autorité. La décision de passer aux voitures autonomes devrait être laissée au peuple par un vote ou à ses élus par la législation.

Sécurité :

A) Les systèmes basés sur des logiciels sont tout aussi susceptibles de provoquer des erreurs que les conducteurs humains, et ils échangent donc un problème contre un autre. Les humains peuvent être sujets à des erreurs de jugement et à des distractions qui causent des accidents, mais les systèmes pilotés par logiciel sont sujets à des pannes, des défaillances, des bogues informatiques, des virus, des logiciels malveillants, des chevaux de Troie, des rançongiciels, des piratages, etc. L'un de ces événements pourrait avoir des conséquences catastrophiques sur la sécurité du conducteur.

B) De leurs propres aveux tout au long du document, les objectifs de sécurité ne seront pas atteints à moins que toutes les voitures ne possèdent ces dispositifs et ils déclarent clairement qu'ils n'ont pas le pouvoir de mandater la pose de dispositifs après-vente. Plus d'accidents se produiront avec un parc de véhicules variés sur les routes.

C) Les alertes provoqueront plus de distraction et causeront probablement plus d'accidents.

Santé : Cela augmentera l'exposition aux émissions RF et il y a un potentiel de points chauds dangereux car le placement des antennes ne sera pas soumis à la réglementation. Il est inadmissible d'imposer ces dispositifs émettant des RF à la lumière de la publication préliminaire de l'étude sur les rats du National Toxicology Program et du dossier FCC n ° 13-84 inachevé sur la réévaluation des normes d'émission. Cette réglementation doit être mise en attente jusqu'à ce que les deux soient terminées.

Source : https://www.stopponsla5g.ca/post/chars-mouchards-des-autos-qui-surveillent-et-r%C3%A9v%C3%A8lent-tout-sur-vous

3) 12/02/2020 : La 5g millimétrique fait suer les ingénieurs

Bonjour,

L'article parle à tort de 5G "millimétrique" alors qu'à 30GHz la longueur d'onde est de 1 cm.

LA 5G MILLIMÉTRIQUE FAIT SUER LES INGÉNIEURS

Voici un court extrait traduit de cet article technique décrivant l'énorme casse-tête technologique que représente le développement de la 5G.

Un des problèmes auquel cet article s'intéresse est la surchauffe importante causée par les circuits électroniques à l'intérieur des boitiers d'antennes — pouvant contenir jusqu'à 512 antennes émettrices et 512 antennes réceptrices, chaque paire d'antennes émettrice/réceptrice pouvant établir la communication avec un seul appareil 5G sans fil, d'où une autre raison de déployer un nombre astronomique de ces boitiers en prévision de la multiplication exponentielle prévue du nombre d'appareils et d'objets connectés que le réseau 5G est appelé à desservir.

La chaleur (qui doit être dissipée naturellement à l'extérieur, sans l'usage de ventilation bruyante augmentant la consommation d'énergie... et on imagine tous les dysfonctionnements que les périodes de canicules vont donc occasionner) est telle que les micro-antennes perdent leur capacité à bien focaliser le faisceau directionnel nécessaire pour compenser la faible portée et la faible pénétration des très courtes fréquences de la 5G.

Arriver à faire fonctionner cette technologie pour qu'elle soit à la hauteur des attentes générées par tout le baratin mensonger des chantres de la 5G est un défi d'une effroyable complexité. Une des conséquences encore plus effroyables des efforts des ingénieurs pour livrer la marchandise est que les impacts sur la santé et l'environnement sont totalement ignorés dans la course à la puissance et à la stabilité des connexions. Très inquiétant !

Extrait traduit : Malgré son surnom, la 5G est plus une déclaration de direction qu'une technologie unique. La version inférieure à 6 GHz, qui est celle qui est déployée aujourd'hui, ressemble plus à la 4,5G. L'atténuation du signal est modeste, et ces appareils se comportent un peu comme les téléphones portables d'aujourd'hui. Mais lorsque la technologie des ondes millimétriques commencera à être déployée (les projections actuelles sont en 2021 ou 2022), tout changera considérablement. Cette tranche du spectre est si sensible qu'elle peut être bloquée par les vêtements, la peau, les fenêtres et parfois même le brouillard.

Le résultat est que beaucoup plus d'antennes microcellulaires seront nécessaires pour garder les appareils connectés, et les stations de base et les appareils mobiles chercheront constamment des moyens de rester connectés. Comme toute personne possédant un téléphone portable le sait, la recherche de signaux décharge la batterie plus rapidement. Mais cela maintient également les circuits logiques actifs, ce qui génère de la chaleur. Dans les stations de base, qui sont remplies de racks d'équipements, l'accumulation thermique peut provoquer toutes sortes de problèmes.

Cela peut avoir un impact sur l'intégrité du signal et réduire la durée de vie de tous les composants.

« Lorsque vous avez une fréquence avec une portée qui n'est pas aussi grande que celle d'une tour cellulaire, vous devez ajouter beaucoup plus de densité au réseau pour obtenir la même quantité de connectivité », explique Michael Foegelle, directeur du développement technologique chez ETS-Lindgren. « Lorsque vous concevez ces boitiers d'antennes, vous devez supposer qu'ils seront à l'extérieur, et vous devez les concevoir de manière à dissiper tout cette chaleur. Comme vous êtes à l'extérieur et que vous ne voulez pas risquer de mettre en place un refroidissement actif, vous devrez peut-être aller souvent le réparer, et cela veut dire qu'il faut beaucoup de refroidissement ambiant [pour ne pas avoir à le faire].

Lien vers l'article: https://semiengineering.com/5g-heats-up-base-stations/

--

Patrice Goyaud **ROBIN DES TOITS 81**

http://www.robindestoits.org

4) 13/02/2020 : Avec la 5G : le déploiement d'abord, l'évaluation des risques sanitaires ensuite

Alors que la 5G stimule de plus en plus l'appétit des opérateurs téléphoniques, et que 14 tests grandeur nature sont déjà en cours dans toute la France, l'Anses vient d'annoncer qu'elle va conduire une expertise pour évaluer les risques sanitaires liés à l'exposition aux ondes 5G d'ici… la fin 2021 ! On pourrait croire que […]

Alors que la 5G stimule de plus en plus l'appétit des opérateurs téléphoniques, et que 14 tests grandeur nature sont déjà en cours dans toute la France, l'Anses vient d'annoncer qu'elle va conduire une expertise pour évaluer les risques sanitaires liés à l'exposition aux ondes 5G d'ici… la fin 2021 !

On pourrait croire que toute technologie déployée massivement fait l'objet d'une étude d'impact sanitaire au préalable avant son déploiement, comme c'est le cas avec une autorisation de mise sur le marché pour un médicament. Mais avec la 5G, nous sommes les cobayes et l'Anses dit en substance qu'elle verra ensuite.

◆ On déploie, et on analyse les risques sanitaires ensuite

On découvre sur le site de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) que :

« *Afin d'accompagner le déploiement de la 5G, l'Anses a lancé des travaux d'expertise visant à évaluer les risques sanitaires liés à l'exposition des populations. L'Agence a identifié les grands axes de travail sur lesquels vont se pencher les experts scientifiques d'ici la fin 2021.* (1) »

Dans ce court extrait, on y apprend donc que la 5G va être « déployée » et que l'étude des risques sanitaires n'est pas là pour trancher sur son déploiement mais pour l' « accompagner ». Et au cas où nous n'aurions pas compris, il est précisé : « *En France, le déploiement de la 5G va être lancé en 2020.* » Un an avant les conclusions des experts scientifiques, la 5G sera bel et bien installée sur le territoire. Une drôle de façon de protéger les Français…

◆ Les industriels de la 5G à la rescousse de l'Anses pour évaluer les risques sanitaires, on croit rêver…

Ce qui est inquiétant, c'est que l'Anses affirme elle-même qu'elle ne dispose pas des données nécessaires à l'évaluation des risques sanitaires. Voici ce que l'on peut lire sur son site :

« *Etant donné qu'il s'agit d'une nouvelle technologie en cours de développement, l'évaluation des risques est conditionnée par l'acquisition des données techniques sur les différentes technologies déployées. Ainsi, l'Anses souligne la nécessité d'obtenir le maximum d'informations de la part des industriels impliqués afin d'estimer au mieux les scénarios d'exposition et d'anticiper les éventuels risques pour les populations.* »

« *Scénarios d'exposition* », « *éventuels risques pour les populations* » … **Comment contrôler les données que fourniront ces mêmes industriels alors qu'ils sont financièrement impliqués dans le déploiement de la 5G ? L'Anses ne se pose pas la question du conflit d'intérêts…**

◆ Orange veut accélérer l'installation des antennes

Dans une interview disponible sur le site Le Télégramme (3), le patron d'Orange de la région Ouest, Pierre Jacobs, annonce que 20 000 antennes seront installées en 2020. On y apprend que les investissements financiers sont « conséquents » et que concernant le risque sanitaire :

« (*Il) n'est pas justifié. Il y a à la fois beaucoup d'études scientifiques et puis des normes. L'Agence nationale des fréquences est là pour mesurer, on a des normes à respecter tant sur les réseaux mobiles que sur les produits.* » Or, Pierre Jacobs n'est-il pas au courant que l'Anses recueillera l'avis des experts scientifiques fin 2021 ?

◆ Des radiofréquences potentiellement dangereuses !

Dès 2011, déjà, le Centre international de recherche sur le cancer (Circ) de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) avait classé les radiofréquences comme ***« cancérogènes possibles pour l'Homme »***. L'Anses, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, **recommandait en 2013** que le développement de nouvelles infrastructures de réseaux devait « *faire l'objet d'études préalables en matière de caractérisation des expositions, en tenant compte du cumul des niveaux existants et de ceux qui résulteraient des nouvelles installations* ».

◆ Des effets connus depuis 1981

En 2016, **une étude étasunienne du National Toxicology Program** montrait que des rats exposés à des ondes de 900 MHz développent des cancers. Enfin, la même année, en juillet, **une étude de l'Anses** estimait que ces « *ondes de la 5G ont des effets possibles sur les fonctions cognitives et le bien-être des plus jeunes* ». Des alertes sérieuses datent de bien plus longtemps encore. Un rapport commandé en 1981 par la Nasa dévoilait déjà les effets biologiques des ondes électromagnétiques : mal de tête, fatigue, épuisement du système nerveux, douleur musculaire, cancer…

☞ *Lisez notre dossier spécial* #StopALa5G dans Nexus n°124 (sept.-oct. 2019) à feuilleter et à commander ici ➞ http://bit.ly/2m0Be7F

1. https://www.anses.fr/fr/content/déploiement-de-la-5g
2. https://www.anses.fr/fr/system/files/AP2019SA0006Ra.pdf
3. https://www.letelegramme.fr/economie/antennes-relais-orange-veut-accelerer-l-installation-07-09-2018-12071799.php

Source : https://www.nexus.fr/actualite/sante/5g-dabord-deploiement-puis-levaluation-risques-sanitaires/?fbclid=IwAR0x5FiDdgRKC_rBW-41DLSj99JO_XEGgR0sTY8La0HWVsOvL5aA1RuJXRQ

5) 17/02/2020 : Téléphonie mobile : la Suisse freine le déploiement de la 5G

La contestation populaire prend de l'ampleur dans la Confédération, second pays – après la Corée du Sud – à adopter cette technologie. Berne a fait un premier pas en direction des opposants en reportant indéfiniment ses directives en attendant de mieux mesurer les effets réels de la 5G .

Par Marie Bourreau Publié le 17 février 2020 à 09h33 - Mis à jour le 17 février 2020 à 17h33

Lors d'une manifestation contre la 5G, devant le Parlement suisse, à Berne, en septembre 2019. FABRICE COFFRINI / AFP

C'est le paradoxe du déploiement de la 5G en Suisse. La Confédération, habituellement raillée pour sa lenteur et son caractère rétif au changement, fait aujourd'hui les frais de sa hâte à installer cette nouvelle technologie sur l'ensemble de son territoire, sans avoir saisi l'enjeu citoyen derrière cette révolution numérique.

Résultat, un an après avoir accordé les premières licences d'exploitation, le déploiement de la 5G se heurte à une opposition politique, à coups de moratoires pour bloquer les nouvelles installations d'antennes et une forte mobilisation citoyenne. Après des mois à faire la sourde oreille, Berne a fait un premier pas en direction des opposants, samedi 15 février. La Confédération a décidé de reporter indéfiniment ses directives en attendant de mieux mesurer les effets réels de la 5G et de conserver les valeurs limites actuelles qui ne permettent pas de déployer ce nouveau standard mobile à sa pleine capacité.

Tout avait pourtant bien commencé. La Suisse devait être le premier pays occidental à développer cette technologie révolutionnaire, censée améliorer la rapidité et réduire les temps de latence pour mieux développer les objets connectés, de la voiture autonome au réfrigérateur intelligent.

En moins de deux mois, les fréquences, mises aux enchères pour 380 millions de francs suisses (357 millions d'euros), avaient été attribuées aux trois opérateurs de téléphonie mobile Swisscom,

Sunrise et Salt. Le 17 avril 2019, les premières antennes étaient déployées, et les opérateurs promettaient que 90 % du territoire suisse serait couvert, dès décembre 2019.

« Aucune idée de l'effet de ces ondes sur la santé »

Mais, à Genève, des habitants commencent à ressentir les premiers effets secondaires, dès le 18 avril 2019. Le mouvement est lancé. Bertrand Buchs, médecin et député du Parti démocrate chrétien (PDC) pour le canton de Genève s'étonne encore de la *« vitesse supersonique des concessions offertes sans aucune concertation sur les risques sanitaires, environnementaux et sécuritaires avec l'utilisation par l'opérateur Sunrise de la technologie de l'entreprise chinoise Huawei. »*

Lire aussi Non, Bruxelles n'a pas interdit la 5G pour des raisons de santé

L'Etat Suisse – actionnaire à 51,2 % de l'opérateur Swisscom – n'a pas pris la peine d'attendre la publication d'un rapport d'experts sur les risques engendrés par la 5G. Rendu public en novembre 2019, celui-ci n'offre aucune recommandation concrète. Le médecin, lui, ne décolère pas du flou savamment entretenu. *« Les opérateurs assurent qu'ils déploient de la 5G, mais c'est une 4G améliorée. Le jour où la 5G va vraiment arriver, ce sera autre chose. On n'a aucune idée de l'effet de ces ondes sur la santé. Il n'y a aucune urgence à déployer la 5G en Suisse. Les citoyens ne veulent pas de ce saut dans l'hyperconnectivité. »*

6) 25/02/2020 : La 5G se déploie alors que ses effets sur la santé ne sont pas évalués

https://reporterre.net/La-5G-se-deploie-alors-que-ses-effets-sur-la-sante-ne-sont-pas-evalues

Reporterre le quotidien de l'écologie

La 5G se déploie alors que ses effets sur la santé ne sont pas évalués

Laury-Anne Cholez (Reporterre)

Face à l'absence d'évaluations sanitaires sur la 5G, les experts sont divisés. Les plus prudents réclament un moratoire, afin de donner du temps à la recherche scientifique. Mais la santé du grand public ne pèse pas lourd face au rouleau compresseur de l'innovation.

Cet article est le sixième et dernier volet d'une enquête que Reporterre*consacre à la technologie du réseau sans fil de cinquième génération, ou 5G. Le premier volet : « Plongée dans l'univers de la 5G : merveille ou cauchemar ? ». Le deuxième : « La 5G, des fréquences, des antennes et des craintes ». Le troisième :« La 5G, pactole ou fantasme économique ? ». Le quatrième : Avec la 5G, demain, tous surveillés. Le cinquième : « La 5G ignore les enjeux écologiques ».*

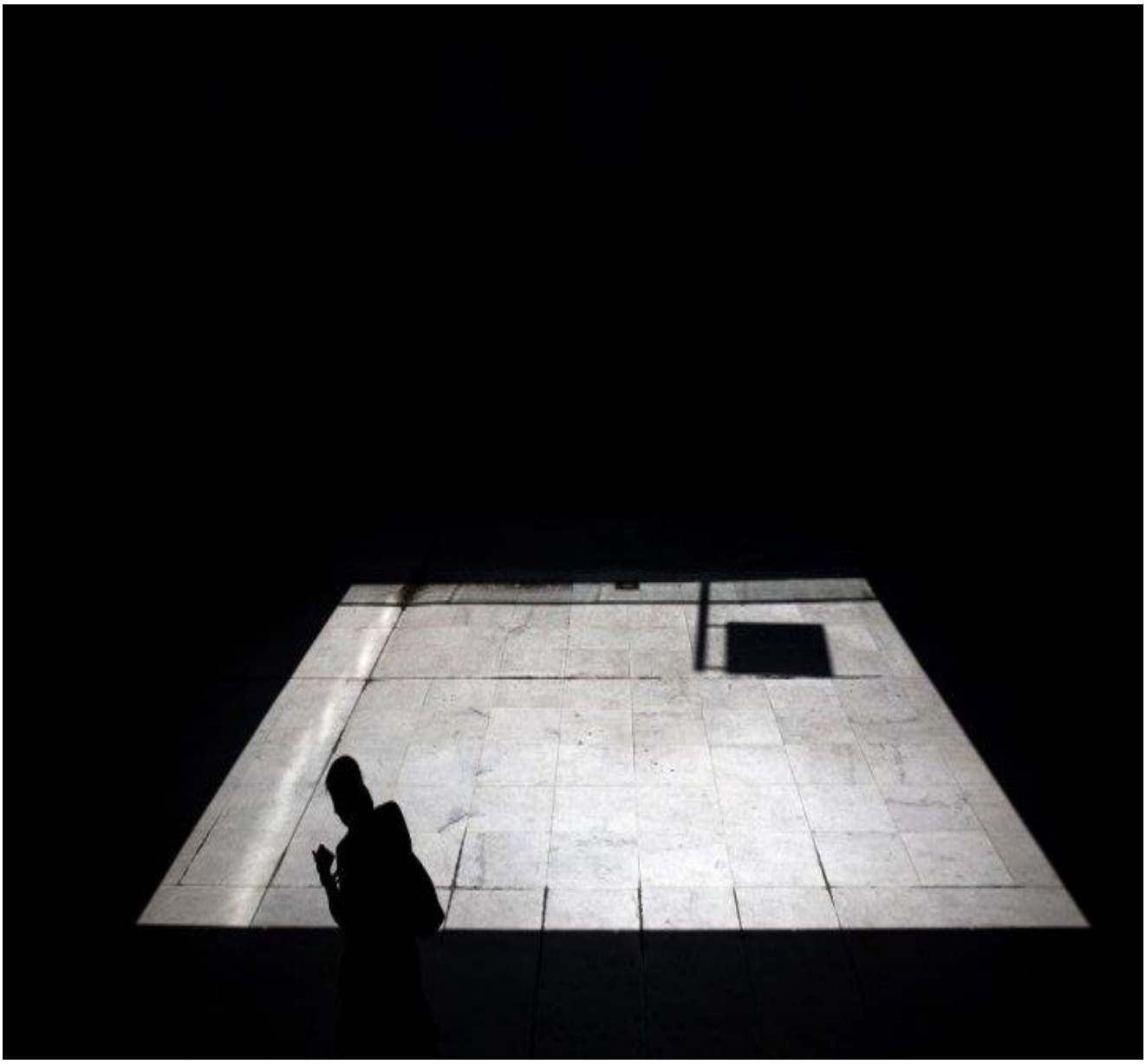
Il faisait gris sur la place Royale de Nantes. Ce samedi 25 janvier, quelques dizaines de personnes s'étaient réunies autour de la fontaine centrale et brandissaient panneaux et banderoles accusateurs. *« 5G Nocide »* ou *« 5G danger pour notre santé »*. Il s'agissait de la première manifestation internationale contre la 5G. Dans le monde entier, des centaines d'associations et collectifs — en France beaucoup d'anti-Linky — se sont rassemblés pour dénoncer le déploiement de cette cinquième génération de réseau téléphonique qui se présente comme une révolution de la vie quotidienne.

Lors de la mobilisation du 25 janvier contre la 5G, à Nantes.

Car face au matraquage publicitaire et médiatique, les voix discordantes sont chaque jour plus nombreuses pour demander un moratoire. En mars 2019, Céline Fremault la ministre de l'Environnement au gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale, déclarait au journal *L'Écho* que les Bruxellois *« ne sont pas des souris de laboratoire dont je peux vendre la santé au prix du profit. On ne peut pas laisser planer de doute »*.

Céline Fremault, comme d'autres, s'inquiète de l'impossibilité d'évaluer les conséquences sanitaires de la 5G, dont les ondes millimétriques seront bien différentes de celles utilisées actuellement pour le réseau 4G. En septembre 2017, plus de 170 scientifiques issus de 37 pays avaient signé une tribune réclamant un moratoire en attendant de meilleures évaluations scientifiques.

Parmi les signataires français les plus connus se trouve le cancérologue Dominique Belpomme — qui fait actuellement l'objet d'une procédure disciplinaire menée par le Conseil national de l'ordre des médecins. On lui reproche notamment des certificats médicaux attestant d'un *« syndrome d'intolérance aux champs électromagnétiques »* souvent délivrés à des personnes souffrant d'électrosensibilité.



« Il ne s'agit pas uniquement de la téléphonie mobile mais de tous les futurs objets connectés. »

« J'ai travaillé avec Dominique Belpomme il y a dix ans mais je ne le fais plus depuis de nombreuses années », dit Annie Sasco, cancérologue et également signataire de la tribune. *« On entend souvent tout et n'importe quoi au sujet de l'électrosensibilité. Si vous voulez être crédible, il faut faire des études irréprochables sur le plan méthodologique avec un groupe témoin de taille suffisante et parfaitement documenté pour avoir de véritables éléments de comparaison. Ce n'est malheureusement pas le cas actuellement. »*

Annie Sasco est médecin épidémiologiste. Son CV est impressionnant. Elle a notamment travaillé au Centre international de recherche sur le cancer, à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) et a été directrice par intérim du programme de contrôle du cancer de l'Organisation mondiale de la santé. Si elle refuse de tomber dans la paranoïa, la cancérologue fait part de ses inquiétudes :

Balancer une nouvelle exposition radiofréquence jamais testée sur l'ensemble de la population humaine, c'est faire un pari dangereux. D'autant qu'un cancer ne se développe pas du jour au lendemain. Il faut au minimum dix ans pour en voir les effets. Prenez l'exemple de l'amiante : il faut attendre quarante ans avant le développement d'une tumeur. »

Elle sait toutefois que ses interrogations et ses alertes pèsent bien peu face aux intérêts économiques en jeu : *« Il ne s'agit pas uniquement de la téléphonie mobile mais de tous les futurs objets connectés. Difficile de faire entendre une voix scientifique raisonnable à ce sujet. »*

Il y a un manque de données scientifiques sur les effets de la 5G

Pour tenter d'apaiser les craintes, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) a publié le 27 janvier dernier un rapport visant à évaluer les risques pour la santé. Un document de 74 pages qui détaille les études existantes et conclut à *« un manque de données scientifiques sur les effets biologiques et sanitaires potentiels liés à l'exposition aux fréquences autour de 3,5 GHz* [la bande de fréquence utilisée par la 5G] ». L'agence insiste sur *« la nécessité de disposer des données décrivant les technologies développées et leurs installations afin de caractériser les niveaux d'exposition associés et d'évaluer les éventuels effets sanitaires. »*

En clair : il faut faire plus d'études. Car actuellement, aucune n'a jamais prouvé explicitement le lien entre les ondes électromagnétiques et le développement du cancer. Cependant, l'étude Interphone réalisée en 2010 montre un risque accru pour les utilisateurs intensifs de téléphones portables, notamment les jeunes. Sachant qu'à l'époque, on passait bien moins de temps derrière son écran qu'aujourd'hui (soit 3 h 46 par jour chez les 16 à 24 ans en 2016). Même si les résultats d'Interphone

avaient été contestés à cause de biais méthodologiques, ce travail a entraîné la classification des ondes électromagnétiques dans la catégorie des *« cancérogènes possibles pour l'Homme »* par l'OMS.

Brigitte Lacour est épidémiologiste au Centre de recherche épidémiologie et statistiques Sorbonne Paris Cité et directrice du registre national des tumeurs solides de l'enfant (CHU de Nancy). Elle a participé à l'étude internationale Mobi-kids, qui analyse la relation entre les technologies de communication (dont les téléphones mobiles) les facteurs environnementaux et le cancer du cerveau chez les jeunes. L'étude a été financée en partie par l'Union Européenne et débutée en 2009. Ses résultats n'ont pas encore été rendus publics. *« L'analyse est complexe car il faut tenir compte de beaucoup de facteurs pour minimiser les biais méthodologiques »*, dit la médecin. Les individus doivent en effet se rappeler de quelle façon ils ont utilisé leur téléphone dans les dix dernières années. Et les chercheurs doivent également distinguer les facteurs génétiques et environnementaux. Selon la chercheuse, le retard de publication de l'étude ne découle pas d'une censure : *« Il s'agit plutôt de disponibilité des chercheurs qui doivent à présent écrire leur article. »*

« La recherche doit être financée par le secteur public »

Un argument qui convainc à moitié Annie Sasco, médecin épidémiologiste, qui attend avec impatience les résultats de Mobi-kids. Elle considère qu'un délai supérieur à trois ans après que les chercheurs aient écrit à la Commission européenne qu' *« une publication est en préparation »* est très long. Elle plaide aussi pour une multiplication des études indépendantes. *« Pour que les décideurs décident, il faut qu'ils soient informés de façon honnête grâce à une recherche financée par le secteur public. Or, c'est de plus en plus difficile de nos jours car les universités multiplient les partenariats avec le privé. Le chercheur financé par un opérateur de téléphonie aura-t-il la liberté de donner ses résultats ? »* Des craintes légitimes lorsqu'on connaît le poids des lobbies autour de l'industrie du tabac par exemple, ou à propos des pesticides.

Même si les scientifiques réussissent à faire leur travail, les responsables politiques auront-ils le courage de freiner le déploiement de cette nouvelle technologie ? Sébastien Soriano, le directeur de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep) demeure sceptique. Interrogé par le site 01.net sur l'incessant renouvellement des standards téléphoniques, il confesse son impuissance : *« Cela dépasse largement le cadre de l'Arcep et c'est une question plus générale que les télécoms. Ce sont les consortiums qui animent les agendas de manière informelle. Il est peut-être temps que le politique ait son mot à dire »*. Une déclaration qui a fait bondir Stéphen Kerckhove, délégué général de l'association Agir pour l'environnement : *« Cela montre bien que la succession de nouvelles technologies est promue par des opérateurs et qu'il serait temps que l'État reprenne la main pour mieux réguler tout ça »*.

Les associations lancent un recours en justice

Le 17 février dernier, Agir pour l'environnement et l'association Priartem, qui travaille sur les risques liés à l'exposition aux ondes électromagnétiques, ont déposé un recours devant le Conseil d'État. Les deux associations attaquent l'arrêté relatif aux modalités et aux conditions d'attributions des fréquences ainsi que le décret relatif aux redevances versées par les opérateurs pour bénéficier de la 5G.

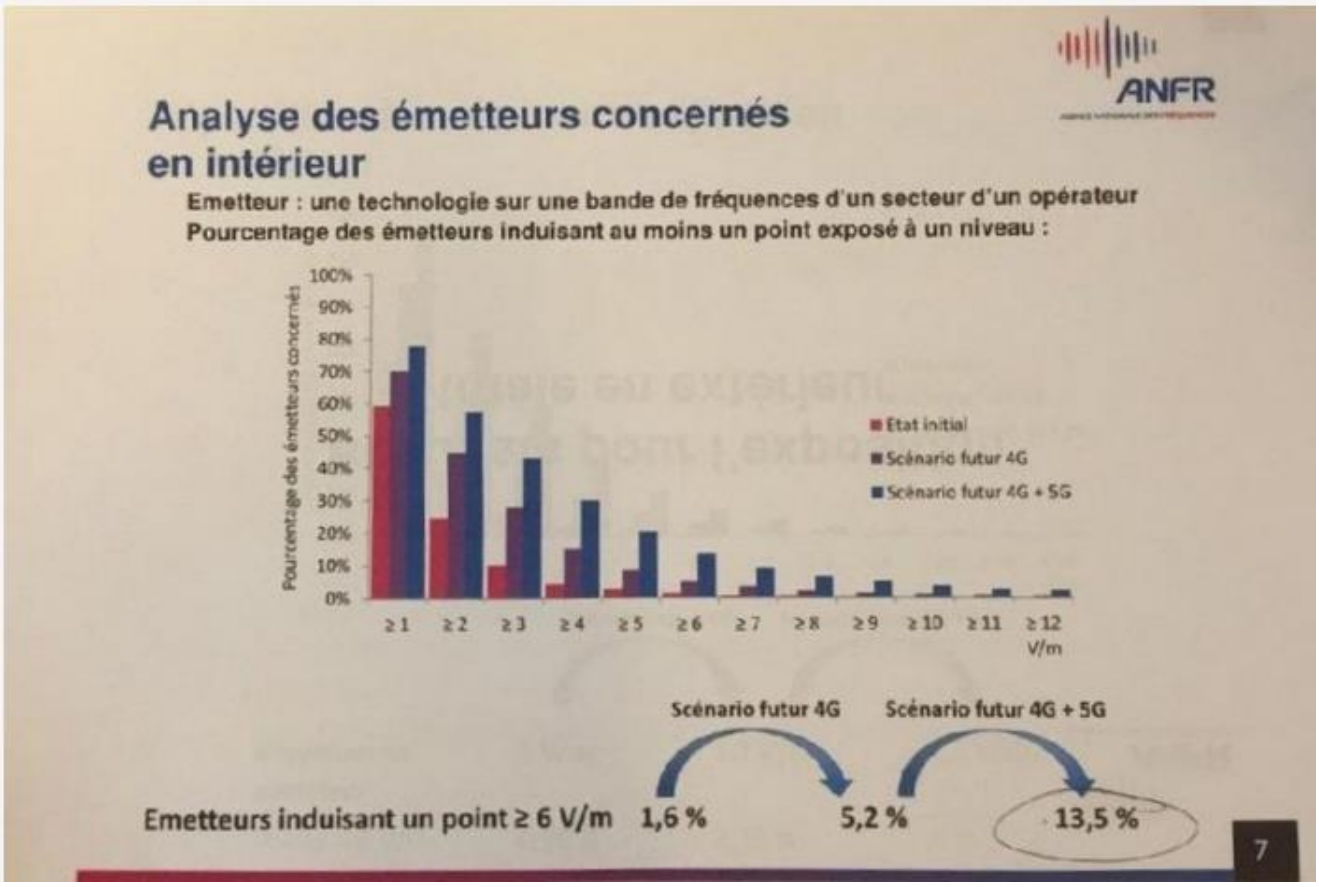
Manifestation du 25 janvier contre la 5G, en Espagne.

Manifestation du 25 janvier contre la 5G, en Espagne.

Leur avocat, Me François Lafforgue du cabinet TTLA, explique que les principes de sobriété et d'efficacité énergétique, inscrits dans le code de l'énergie, ne sont pas respectés par la 5G. Il invoque également des inquiétudes sanitaires : *« Si on prend les dernières lignes du rapport de l'Anses, on est dans le flou le plus absolu compte tenu du manque de données. On fait primer la liberté d'entreprendre sur la protection de la santé et l'environnement. »* Au titre du principe de précaution, les associations environnementales demandent donc un moratoire sur le développement de la 5G.

« On continue cette fuite en avant vers toujours plus d'ondes dans notre environnement »

Si les études médicales demeurent inexistantes, certaines données interrogent. *« Quand un opérateur ou un équipementier vous répond qu'il ne sait pas évaluer l'exposition aux ondes induite par la 5G, c'est au mieux de l'incompétence, au pire un mensonge »*, fustige Stéphen Kerckhove, de l'association Agir pour l'environnement. Bouygues, Orange, SFR et Free ont effectivement mené des expérimentations dans plusieurs dizaines de villes en France et certaines sont terminées — la liste se trouve ici. Mais Stéphen Kerckhove n'a jamais réussi à obtenir le moindre résultat et reste persuadé que l'exposition aux ondes va mécaniquement augmenter. Pour le prouver, un document de l'Agence nationale des fréquences (ANFR) montre que l'exposition aux ondes progresse crescendo avec la 5G. Contactée, l'agence n'a pas souhaité répondre à nos questions.



De quoi entretenir les inquiétudes de Sophie Pelletier, la présidente de Priartem : *« On sait que les ondes ont un impact sur notre cerveau. On a des personnes qui manifestent des troubles de l'électrosensibilité qui sont reconnus par l'Anses. Les clignotants s'allument partout et pourtant, on continue cette fuite en avant vers toujours plus d'ondes dans notre environnement. »*